

Prévisions économiques et financières

20 avril 2015

MISE À JOUR

FAITS SAILLANTS

- Aux États-Unis, plusieurs indicateurs ont continué à être décevants. Même les embauches ont ralenti en mars avec un gain de seulement 126 000 emplois par rapport à une moyenne de 281 000 au cours des six mois précédents. La croissance du PIB réel risque d'être inférieure à 1 % au premier trimestre. Toutefois, avec une météo plus favorable et la fin du conflit de travail dans les ports de la côte Ouest, certains signes plus encourageants commencent à émerger et un rebond est prévu au printemps. La croissance annuelle du PIB réel devrait être de 3,0 % en 2015 et en 2016.
- L'économie européenne affiche des signes d'amélioration qui suggèrent une meilleure croissance. Une hausse de 1,4 % du PIB réel eurolandais est attendue pour 2015. En Chine, la croissance a continué de ralentir au premier trimestre avec une variation annuelle de 7,0 % du PIB réel. Le PIB mondial devrait croître de 3,5 % en 2015 et de 3,9 % en 2016.
- Au Canada, la croissance économique sera ralentie au cours des prochains trimestres par les effets néfastes de la baisse des prix du pétrole, en particulier sur les investissements non résidentiels des entreprises. La faiblesse momentanée de l'économie américaine survenue à l'hiver pourrait quelque peu retarder la remontée des exportations hors produits de base et des ventes des manufacturiers. Les plus récents résultats à cet égard sont plutôt décevants.
- Au Québec, la remontée de l'emploi depuis le début de 2015 permet d'entrevoir l'année positivement. La faiblesse des ventes au détail et la récente chute des mises en chantier incitent toutefois à la prudence. Le scénario de croissance modérée du PIB réel, de 1,7 % cette année et de 1,5 % l'an prochain, tient donc encore la route. Toutefois, les incertitudes qui persistent tempèrent l'optimisme à l'égard des prévisions. Beaucoup d'espoir repose sur la vigueur renouvelée des exportations.
- En Ontario, la croissance économique demeurera supérieure à la moyenne nationale au cours des prochains trimestres grâce notamment aux bienfaits de l'embellie du secteur manufacturier hors énergie et des exportations. L'Alberta, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador connaîtront une croissance économique anémique, voire une récession, en raison des impacts négatifs de la baisse des prix du pétrole.
- S'il s'avère, le rebond de l'économie américaine devrait convaincre la Réserve fédérale d'amorcer son resserrement monétaire en septembre prochain, mais une pause pourrait survenir après seulement deux hausses de 0,25 %. Au Canada, le *statu quo* des taux directeurs devrait se poursuivre pour plusieurs trimestres. Le dollar canadien devrait se maintenir sous 0,80 \$ US pendant une bonne partie de l'année. Le récent rebond parallèle aux prix du pétrole s'annonce éphémère.

PRINCIPALES MODIFICATIONS

- Une levée des sanctions commerciales contre l'Iran maintiendrait le marché mondial du pétrole en situation de surplus pour encore plusieurs trimestres. Nous avons abaissé nos prévisions des prix du pétrole pour refléter la possibilité accrue d'un tel dénouement à la suite de l'entente préliminaire du 2 avril.
- La croissance prévue du PIB réel américain en 2015 a été révisée à la baisse (de 3,1 % à 3,0 %) sous l'effet de la faiblesse de nombreux indicateurs au premier trimestre.
- Au Canada, la croissance économique a été révisée à la baisse pour le premier trimestre de 2015 étant donné les résultats décevants répertoriés jusqu'à maintenant. La progression du PIB réel pour les trimestres suivants a aussi été légèrement abaissée afin de tenir compte du maintien des prix du pétrole à des niveaux bas plus longtemps.

François Dupuis

Vice-président et économiste en chef

514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336
Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

Hélène Bégin

Économiste principale

Mathieu D'Anjou

Économiste principal

Benoit P. Durocher

Économiste principal

Francis Généreux

Économiste principal

Jimmy Jean

Économiste principal

Hendrix Vachon

Économiste senior

Tableau 1 Croissance du PIB mondial (ajusté selon la PPA*) et taux d'inflation

Pays ou zone	Poids** (%)	Croissance du PIB réel (%)			Taux d'inflation (%)		
		2014	2015p	2016p	2014	2015p	2016p
Économies avancées	40,8	1,7	2,2	2,4	1,4	0,3	1,9
États-Unis	16,5	2,4	3,0	3,0	1,6	0,1	2,5
Canada	1,5	2,5	1,9	2,1	2,0	1,0	2,3
Québec	0,4	1,3	1,7	1,5	1,4	1,1	2,3
Ontario	0,7	2,3	2,7	2,4	2,4	1,2	2,3
Japon	4,5	(0,1)	0,9	1,3	2,7	0,7	1,2
Royaume-Uni	2,3	2,8	2,6	2,5	1,5	0,5	1,8
Zone euro	12,1	0,9	1,4	1,6	0,4	0,0	1,3
Allemagne	3,4	1,6	2,0	1,9	0,9	0,4	1,7
France	2,4	0,4	1,2	1,4	0,5	0,1	1,2
Italie	2,0	(0,4)	0,4	1,1	0,2	0,0	0,9
Autres pays	4,2	1,4	1,2	1,5	1,0	0,7	1,5
Australie	1,0	2,7	2,6	3,1	2,5	1,7	3,0
Économies émergentes et en développement	59,2	4,5	4,3	4,9	4,9	5,0	4,6
Asie du Nord	23,7	7,2	7,0	6,9	2,8	2,3	2,7
Chine	15,9	7,4	7,0	6,9	2,0	1,5	2,1
Inde	6,7	7,2	7,5	7,5	7,3	6,4	5,6
Asie du Sud	5,0	4,3	4,9	5,1	4,1	3,3	3,5
Amérique latine	7,1	1,1	1,0	2,4	10,3	12,7	8,7
Mexique	2,0	2,1	3,0	3,5	4,0	3,1	3,5
Brésil	3,0	0,2	(0,7)	1,3	6,3	7,7	5,6
Europe de l'Est	7,7	1,6	(0,6)	1,7	6,0	8,3	5,7
Russie	3,4	0,6	(4,2)	0,1	7,8	12,8	7,2
Autres pays	15,6	3,4	3,8	4,1	6,7	5,4	6,8
Afrique du Sud	0,7	1,5	2,2	2,8	5,6	4,4	5,7
Monde	100,0	3,4	3,5	3,9	2,9	2,3	3,1

p : prévisions; * Parité des pouvoirs d'achat : taux de change d'équilibre entre les monnaies, qui assure l'égalité des pouvoirs d'achat entre les pays; ** 2013.
 Sources : Banque mondiale, Consensus Forecasts et Desjardins, Études économiques

RISQUES INHÉRENTS AUX SCÉNARIOS

La faiblesse récente des économies émergentes demeure une source d'inquiétude. Un ressac ou une longue stagnation de l'économie européenne et les risques géopolitiques qui persistent, incluant les risques d'un défaut de paiement sur la dette grecque, peuvent aussi perturber l'économie mondiale. Aux États-Unis, malgré l'amélioration de la conjoncture économique, de nouvelles déceptions sont encore possibles, notamment en raison des conditions météorologiques difficiles en début d'année. Des conflits partisans concernant la politique budgétaire fédérale pourraient survenir à partir de l'automne. Au Canada, la croissance économique pourrait être davantage affectée par les effets néfastes de la baisse des prix du pétrole. En outre, des effets de contagion pourraient se répercuter sur le secteur manufacturier. De plus, la remontée des exportations hors énergie

pourrait s'essouffler. La situation du marché immobilier demeure préoccupante et les ménages sont encore très endettés. Une correction plus rapide et désordonnée du secteur résidentiel pourrait donc survenir. Au Québec, les principales inquiétudes concernent la contribution des ménages, qui se reflète par la faiblesse des ventes au détail, ainsi que la relance des investissements des entreprises qui se fait attendre. En ce qui concerne les marchés financiers, l'incertitude entourant l'évolution des politiques monétaires au Canada et aux États-Unis pourrait avoir des effets imprévus sur les marchés. Les négociations sur le programme nucléaire iranien risquent d'entraîner d'importantes fluctuations des prix du pétrole au cours des prochains mois.

Tableau 2
Sommaire des prévisions financières

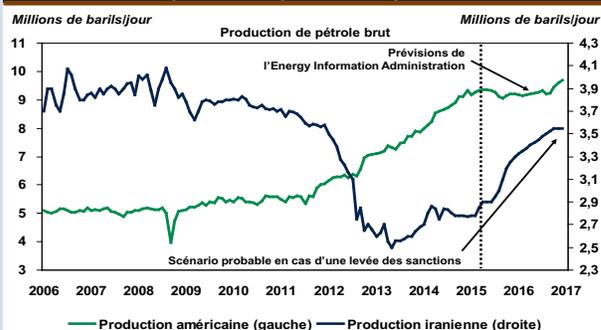
Fin de période en % (sauf si indiqué)	2014		2015				2016			
	T3	T4	T1	T2p	T3p	T4p	T1p	T2p	T3p	T4p
Taux d'intérêt directeur										
États-Unis	0,25	0,25	0,25	0,25	0,50	0,75	0,75	1,00	1,25	1,50
Canada	1,00	1,00	0,75	0,75	0,75	0,75	0,75	1,00	1,00	1,25
Zone euro	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
Royaume-Uni	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	1,00	1,25
États-Unis – Obligations fédérales										
2 ans	0,56	0,63	0,54	0,70	1,00	1,20	1,30	1,55	1,70	1,80
5 ans	1,77	1,64	1,37	1,55	1,75	1,90	2,00	2,15	2,30	2,40
10 ans	2,51	2,17	1,93	2,05	2,30	2,45	2,50	2,65	2,80	3,00
30 ans	3,21	2,75	2,54	2,65	2,85	2,95	3,00	3,10	3,20	3,35
Canada – Obligations fédérales										
2 ans	1,12	1,01	0,50	0,65	0,85	0,95	1,05	1,30	1,45	1,55
5 ans	1,63	1,34	0,76	0,90	1,15	1,35	1,50	1,70	1,80	1,90
10 ans	2,15	1,79	1,36	1,45	1,70	1,85	1,95	2,20	2,30	2,40
30 ans	2,67	2,34	1,98	2,10	2,30	2,40	2,45	2,60	2,65	2,80
Marché des devises										
Dollar canadien (USD/CAD)	1,12	1,16	1,27	1,28	1,30	1,27	1,25	1,22	1,20	1,19
Dollar canadien (CAD/USD)	0,89	0,86	0,79	0,78	0,77	0,79	0,80	0,82	0,83	0,84
Euro (EUR/USD)	1,26	1,21	1,07	1,08	1,04	1,05	1,06	1,09	1,10	1,12
Livre sterling (GBP/USD)	1,62	1,56	1,48	1,50	1,47	1,48	1,51	1,55	1,56	1,55
Yen (USD/JPY)	110	120	120	120	122	125	124	125	126	127
Marchés boursiers* (niveau et croissance)										
États-Unis (S&P 500)	2 059		Cible : 2 200 (+6,9 %)				Cible : 2 330 (+5,9 %)			
Canada (S&P/TSX)	14 632		Cible : 15 400 (+5,2 %)				Cible : 16 600 (+7,8 %)			
Matières premières (moyenne annuelle)										
Pétrole WTI** (\$ US/baril)	93 (53**)		51 (60**)				68 (75**)			
Or (\$ US/once)	1 266 (1 186**)		1 200 (1 150**)				1 100 (1 050**)			

p : prévisions; * Fin d'année; ** West Texas Intermediate .
 Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

SCÉNARIO FINANCIER

La plupart des variables financières demeurent près des niveaux atteints à la suite de la rencontre du 18 mars de la Réserve fédérale (Fed). On note toutefois une remontée de plus de 10 \$ US le baril du prix du pétrole WTI (West Texas Intermediate), alors que tout indique que la poussée de la production américaine de pétrole prendra bientôt fin. Cela a favorisé le huard et la Bourse canadienne. Une levée des sanctions commerciales contre l'Iran maintiendrait cependant le marché mondial du pétrole en surplus pour plusieurs trimestres. Nous avons abaissé nos prévisions des prix du pétrole pour refléter la possibilité accrue d'un tel dénouement à la suite de l'entente préliminaire du 2 avril. Un rebond de l'économie américaine devrait convaincre la Fed d'amorcer son resserrement monétaire en septembre prochain, mais une pause pourrait survenir après seulement deux hausses de 0,25 %. Au

La poussée de la production américaine de pétrole tire à sa fin, mais l'Iran pourrait temporairement prendre la relève



Sources : Bloomberg, Energy Information Administration et Desjardins, Études économiques

Canada, la *statu quo* des taux directeurs devrait se poursuivre pour plusieurs trimestres.

Tableau 3

États-Unis : principaux indicateurs économiques

	2014		2015				Moyennes annuelles			
	T3	T4	T1p	T2p	T3p	T4p	2013	2014	2015p	2016p
Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)										
Produit intérieur brut réel*	5,0	2,2	0,7	4,2	3,8	3,1	2,2	2,4	3,0	3,0
Dépenses personnelles	3,2	4,4	2,0	3,3	3,6	2,9	2,4	2,5	3,2	2,9
Construction résidentielle	3,3	3,8	(2,7)	11,2	13,0	15,1	11,9	1,6	5,5	9,7
Investissement des entreprises	8,9	4,7	2,1	10,4	8,1	7,4	3,0	6,3	6,5	6,8
Variation des stocks (G\$)	82,2	80,0	65,0	65,0	60,0	50,0	63,6	70,6	60,0	40,0
Dépenses publiques	4,4	(1,9)	1,3	1,9	1,4	1,2	(2,0)	(0,2)	1,2	1,5
Exportations	4,6	4,5	(11,0)	12,0	3,0	3,0	3,0	3,2	1,8	3,6
Importations	(0,9)	10,4	(5,0)	10,0	3,5	3,5	1,1	4,0	3,6	4,4
Demande intérieure finale	4,1	3,3	1,8	4,1	4,0	3,5	1,9	2,5	3,3	3,3
Autres indicateurs										
Produit intérieur brut nominal	6,4	2,4	2,0	5,7	5,3	4,2	3,7	3,9	4,1	4,8
Emplois (selon entreprises)	2,2	2,5	2,2	1,8	1,9	1,7	1,7	1,9	2,1	1,7
Taux de chômage (%)	6,1	5,7	5,6	5,5	5,4	5,4	7,4	6,2	5,5	5,2
Mises en chantier (1)	1 030	1 063	969	1 067	1 122	1 138	930	1 001	1 074	1 196
Taux d'inflation global (2)	1,8	1,2	(0,1)	(0,2)	0,0	0,8	1,5	1,6	0,1	2,5
Taux d'inflation de base*** (2)	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,7	1,7	2,1

p : prévisions; * \$ US 2005; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

Tableau 4

Canada : principaux indicateurs économiques

	2014		2015				Moyennes annuelles			
	T3	T4	T1p	T2p	T3p	T4p	2013	2014	2015p	2016p
Variation trimestrielle annualisée en % (sauf si indiqué)										
Produit intérieur brut réel*	3,2	2,4	0,6	1,4	1,9	2,0	2,0	2,5	1,9	2,1
Consommation finale [dont :]	1,8	2,1	1,5	2,2	2,0	2,0	1,9	2,0	2,0	1,8
<i>Consommation des ménages</i>	2,6	2,0	1,4	2,6	2,4	2,4	2,5	2,8	2,3	2,1
<i>Consommation des administrations publiques</i>	(0,3)	2,1	1,5	1,0	1,0	0,8	0,4	0,3	1,2	1,0
Formation brute de capital fixe [dont :]	6,4	(0,3)	(1,4)	(2,4)	(1,6)	0,5	0,4	0,4	(0,1)	1,8
<i>Bâtiments résidentiels</i>	12,5	1,5	0,3	(0,6)	(1,4)	(1,0)	(0,4)	2,8	2,1	(0,7)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	0,8	(1,8)	(3,0)	(4,0)	(2,0)	0,0	5,0	(0,1)	(2,0)	3,4
<i>Machines et matériel</i>	9,0	(3,2)	(6,0)	(8,0)	(6,0)	2,0	(1,7)	0,7	(2,9)	3,7
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	11,5	4,2	4,0	3,5	4,0	4,5	(4,6)	(1,4)	3,5	3,7
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	2,3	0,1	0,5	0,0	0,2	0,2	(1,6)	(2,3)	0,5	0,2
Variation des stocks (G\$ de 2007)	0,7	8,0	7,5	4,0	3,5	3,5	12,4	7,4	4,6	4,9
Exportations	8,9	(1,6)	1,3	5,3	5,0	4,5	2,0	5,4	4,1	4,2
Importations	4,2	1,7	1,5	1,5	2,0	3,0	1,3	1,7	2,5	3,2
Demande intérieure finale	2,9	1,5	0,8	1,1	1,2	1,6	1,5	1,6	1,5	1,8
Autres indicateurs										
Produit intérieur brut nominal	4,7	0,1	(1,9)	1,9	3,9	5,0	3,4	4,4	1,5	4,9
Emplois	0,7	1,6	0,7	0,8	0,6	0,8	1,5	0,6	0,8	1,0
Taux de chômage (%)	7,0	6,7	6,7	6,8	6,8	6,8	7,1	6,9	6,8	6,6
Mises en chantier (1)	199	184	174	178	177	179	188	189	177	183
Taux d'inflation global (2)	2,1	1,9	1,1	0,8	0,9	1,3	0,9	2,0	1,0	2,3
Taux d'inflation de base*** (2)	2,0	2,2	2,2	2,3	2,2	2,3	1,3	1,8	2,2	2,0

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; *** Excluant les huit composantes les plus volatiles; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Datastream et Desjardins, Études économiques

Tableau 5
Québec : principaux indicateurs économiques

	2012	2013	2014	2015p	2016p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
Produit intérieur brut réel*	1,5	1,0	1,3	1,7	1,5
Consommation finale [dont :]	1,0	1,5	1,6	1,2	1,1
<i>Consommation des ménages</i>	1,1	2,0	2,0	1,9	2,2
<i>Consommation des administrations publiques</i>	0,7	0,6	0,4	(0,4)	(1,6)
Formation brute de capital fixe [dont :]	4,1	(3,7)	(3,0)	0,1	0,4
<i>Bâtiments résidentiels</i>	1,3	(3,7)	(0,5)	0,1	(2,9)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	23,5	(5,9)	(10,1)	(1,5)	4,2
<i>Machines et matériel</i>	3,7	(7,6)	(1,1)	2,2	2,9
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(3,5)	(5,1)	(1,1)	1,1	1,3
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(2,7)	1,5	(2,2)	(0,5)	0,3
Variation des stocks (M\$ de 2007)	1 908	1 836	1 105	1 900	1 900
Exportations	1,5	0,4	3,5	6,1	4,2
Importations	1,7	(1,0)	2,1	4,5	2,6
Demande intérieure finale	1,6	0,4	0,6	1,0	0,9
Autres indicateurs					
Produit intérieur brut nominal	3,4	1,5	3,0	3,2	3,3
Emplois	0,8	1,4	0,0	0,7	0,6
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,7	7,3	7,0
Ventes au détail	1,2	2,5	2,6	1,7	3,6
Mises en chantier (1)	47,4	37,8	38,8	35,0	36,0
Taux d'inflation global	2,1	0,7	1,4	1,1	2,3

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé.

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Tableau 6
Ontario : principaux indicateurs économiques

	2012	2013	2014p	2015p	2016p
Var. ann. en % (sauf si indiqué)					
Produit intérieur brut réel*	1,7	1,3	2,3	2,7	2,4
Consommation finale [dont :]	1,6	1,7	1,9	1,9	1,7
<i>Consommation des ménages</i>	1,5	2,1	2,6	2,6	2,1
<i>Consommation des administrations publiques</i>	1,6	0,6	0,4	(0,2)	0,5
Formation brute de capital fixe [dont :]	0,8	(4,5)	(0,2)	3,2	2,1
<i>Bâtiments résidentiels</i>	4,7	(2,3)	1,4	2,5	(1,1)
<i>Ouvrages non résidentiels</i>	7,8	(5,2)	(2,4)	2,6	5,8
<i>Machines et matériel</i>	(2,8)	(8,2)	(0,5)	6,0	6,0
<i>Produits de propriété intellectuelle</i>	(1,3)	(3,4)	(0,5)	4,4	3,2
<i>FBCF** des administrations publiques</i>	(7,0)	(5,8)	(1,2)	1,6	0,8
Variation des stocks (M\$ de 2007)	3 449	3 713	5 177	4 875	6 137
Exportations	3,3	1,8	2,8	5,7	4,5
Importations	1,8	0,1	1,7	4,1	3,8
Demande intérieure finale	1,4	0,4	1,5	2,1	1,8
Autres indicateurs					
Produit intérieur brut nominal	3,2	2,4	3,8	4,4	4,9
Emplois	0,7	1,8	0,8	1,0	1,2
Taux de chômage (%)	7,9	7,6	7,3	6,8	6,6
Ventes au détail	1,6	2,3	4,8	3,0	4,2
Mises en chantier (1)	76,7	61,1	59,1	60,3	63,5
Taux d'inflation global (2)	1,4	1,0	2,4	1,2	2,3

p : prévisions; * \$ 2007; ** Formation brute de capital fixe; (1) Milliers d'unités à rythme annualisé; (2) Glissement annuel.

Sources : Statistique Canada, ministère des Finances de l'Ontario, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques

Tableau 7
Canada : principaux indicateurs économiques par province

	2012	2013	2014	2015p	2016p
Moyenne annuelle en % (sauf si indiqué)					
Croissance du PIB réel – Canada	1,9	2,0	2,5	1,9	2,1
Atlantique	(1,5)	2,2	1,4	1,6	1,6
Québec	1,5	1,0	1,3	1,7	1,5
Ontario	1,7	1,3	2,3	2,7	2,4
Manitoba	3,3	2,2	2,3	2,6	2,2
Saskatchewan	3,1	5,0	1,5	0,5	1,7
Alberta	4,5	3,8	4,0	0,0	2,0
Colombie-Britannique	2,4	1,9	2,7	2,5	2,4
Taux d'inflation global – Canada	1,5	0,9	2,0	1,0	2,3
Atlantique	1,9	1,2	1,7	0,6	1,9
Québec	2,1	0,7	1,4	1,1	2,3
Ontario	1,4	1,0	2,4	1,2	2,3
Manitoba	1,6	2,2	1,9	0,8	2,2
Saskatchewan	1,6	1,5	2,4	0,5	2,0
Alberta	1,1	1,4	2,6	0,3	2,0
Colombie-Britannique	1,1	(0,1)	1,0	0,8	2,4
Croissance de l'emploi – Canada	1,3	1,5	0,6	0,8	1,0
Atlantique	1,1	(0,1)	(0,9)	0,4	0,6
Québec	0,8	1,4	0,0	0,7	0,6
Ontario	0,7	1,8	0,8	1,0	1,2
Manitoba	1,6	0,7	0,1	1,2	1,0
Saskatchewan	2,4	3,1	1,0	0,4	0,8
Alberta	3,5	2,5	2,2	(0,2)	1,0
Colombie-Britannique	1,6	0,1	0,6	0,9	1,0
Taux de chômage – Canada	7,3	7,1	6,9	6,8	6,6
Atlantique	10,3	10,2	10,0	10,2	10,0
Québec	7,7	7,6	7,7	7,3	7,0
Ontario	7,9	7,6	7,3	6,8	6,6
Manitoba	5,3	5,4	5,4	5,6	5,3
Saskatchewan	4,7	4,1	3,8	5,0	4,8
Alberta	4,6	4,6	4,7	5,4	5,2
Colombie-Britannique	6,8	6,6	6,1	6,0	5,8
Croissance des ventes au détail – Canada	2,5	3,2	4,7	2,2	4,0
Atlantique	1,4	2,6	3,0	1,3	3,7
Québec	1,2	2,5	2,6	1,7	3,6
Ontario	1,6	2,3	4,8	3,0	4,2
Manitoba	1,3	3,9	3,9	2,8	4,0
Saskatchewan	7,4	5,1	4,5	1,5	3,5
Alberta	7,0	6,9	7,6	1,0	3,8
Colombie-Britannique	1,9	2,4	5,9	3,2	4,0
Mises en chantier – Canada (milliers d'unités)	214,8	187,9	189,3	177,2	182,7
Atlantique	12,6	10,3	8,0	7,5	7,9
Québec	47,4	37,8	38,8	35,0	36,0
Ontario	76,7	61,1	59,1	60,3	63,5
Manitoba	7,2	7,5	6,2	6,5	6,8
Saskatchewan	10,0	8,3	8,3	7,4	6,5
Alberta	33,4	36,0	40,6	34,5	35,0
Colombie-Britannique	27,5	27,1	28,4	26,0	27,0

p : prévisions

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement et Desjardins, Études économiques